



HAL
open science

La France et la quête d'un „projet politique“ pour l'Europe

Dominique Moïsi

► **To cite this version:**

Dominique Moïsi. La France et la quête d'un „projet politique“ pour l'Europe: Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.4. halshs-01165199

HAL Id: halshs-01165199

<https://shs.hal.science/halshs-01165199>

Submitted on 18 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Dominique MOÏSI

La France et la quête d'un „projet politique“ pour l'Europe

Référence électronique / electronic reference :

Dominique Moïsi, « La France et la quête d'un „projet politique“ pour l'Europe », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Europe (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/moisi_1998_projet_politique_europe.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



La France et la quête d'un "projet politique" pour l'Europe

Dominique Moïsi

Mon exposé va se dérouler autour de trois questions: qu'est-ce que l'Europe pour la France? En quoi l'approche française constitue-t-elle une force potentielle, mais aussi parfois une faiblesse réelle pour le projet européen? Et je conclurai en me demandant si la France elle-même n'est pas en train de remettre en cause sa vision classique de l'Europe.

Sur le premier point, je voudrais tout d'abord souligner la priorité du politique dans la vision que la France a de l'Europe. C'est la volonté de prolonger notre passé par d'autres moyens. Pour la France, l'Europe est exactement l'inverse de ce qu'elle a été pour l'Allemagne. Elle a été l'instrument d'une continuité désirée dans un contexte totalement changé. Pour l'Allemagne à l'inverse, l'Europe était le moyen radical de rompre avec un passé, qu'on ne voulait ou ne pouvait pas affronter directement. En ce sens, l'Europe est avant tout pour la France un multiplicateur d'influence; ce qui, bien entendu peut pousser à l'accusation que la France, à travers l'Europe, mène une politique essentiellement nationale.

L'Europe est incontestablement pour la France un réducteur d'incertitude, en particulier vis-à-vis du facteur allemand. En fait, les dirigeants français et les dirigeants allemands partagent une obsession commune: comment contenir l'Allemagne. L'obsession de Kohl aujourd'hui qui dit: "Je suis le dernier Chancelier européen. Faites l'Europe avec moi, parce que vous risquez de ne plus pouvoir la faire", est aussi une obsession française. Sur ce point nous sommes très proches les uns des autres. Je dirais que l'Europe est aussi pour la France une assurance contre le déclin. Le seul moyen possible de faire face à un déclin quantitatif, démographique: le seul moyen – si l'on veut – d'exister dans un monde où il n'y a plus aujourd'hui qu'une superpuissance. Cette ambition politique se traduit par une approche très spécifique à la France de la notion même de puissance. En fait, nous sommes en Europe les seuls, avec la Grande-Bretagne, à concevoir encore la puissance comme l'on faisait hier, avec une dimension militaro-politique importante. Si l'Allemagne entend, parfois avec un peu de calcul, se présenter comme un état post-moderne, qui a dépassé les jeux de *balance of power*, la France et la Grande-Bretagne mettent encore la puissance militaire au cœur de la puissance. D'où notre propension à intervenir dans le monde, selon une formule de Descartes qu'on peut ainsi détourner: "j'interviens, donc je suis"; une formule très française, qui n'est pas reprise par beaucoup d'autres pays européens et qui peut parfois nous dissocier complètement d'un pays comme les Pays-Bas, même si les Pays-Bas sont plus interventionnistes que beaucoup d'autres pays européens.

Cette vision a le mérite de la cohérence et le mérite d'être suscitée par un vrai projet. Au fond, il n'y a pas dans le monde beaucoup de pays qui ont une ambition réelle d'exister. Beaucoup de pays qui considèrent non seulement que le monde a une influence sur eux, mais qu'ils peuvent également avoir une influence sur le monde. Cet activisme français a incontestablement été un des moteurs de la construction européenne. Sans l'ambition de la France, l'Europe ne serait pas ce qu'elle est devenue. Mais à cause de l'ambition de la France, l'Europe n'est pas totalement ce qu'elle aurait pu être. Je pense en effet qu'aujourd'hui il y a, dans le regard français sur l'Europe, un certain nombre de faits qui obscurcissent, plus qu'hier, la clarté de notre projet.

D'abord l'évolution de l'Europe elle-même. En fait – pour être un peu facétieux – le drame de l'Europe aujourd'hui c'est que chacun est prêt à partager la politique étrangère. Ce qui serait important, c'est que chacun se partage ce qu'il a vraiment. C'est beaucoup plus difficile et, dans la mesure où l'on croit moins à l'Europe, nous n'allons pas aussi vite que nous l'aurions souhaité. Ce que je viens de décrire, c'est bien entendu la question de la souveraineté et le fait, qu'en dépit du

discours, on a des difficultés à partager. A ce phénomène général s'en ajoute un autre: c'est le rapport à l'Amérique.

Un des problèmes fondamentaux de la construction européenne va devenir le rapport aux Etats-Unis. Si l'on considère, selon la formule de Gijs de Vries, que la Hollande se positionne par rapport à la France de la façon dont la France se positionne par rapport aux Etats-Unis, il y a un vrai problème. Car on ne peut pas aujourd'hui faire l'Europe sans les Européens. Et de plus en plus, le rêve de la France de faire l'Europe indépendamment des Etats-Unis est le cauchemar de beaucoup de nos alliés européens. Notre relation avec l'Amérique est en train de s'aggraver, en raison du décalage grandissant dans la réalité entre les capacités de la France et celles des Etats-Unis dans le monde.

Nous ne pouvons pas bâtir l'Europe contre les Etats-Unis. Ce qui m'inquiète aujourd'hui c'est que je sens une modification du discours français, en particulier en matière de sécurité. La formule d'hier consistait à dire: "plus d'OTAN" aujourd'hui est la condition nécessaire, sinon suffisante, de "plus d'Europe" demain. Donc nous allons rapprocher nos positions de celles de nos alliés européens. C'est la condition nécessaire pour bâtir une Europe autonome. Mais si l'on considère, après la déception de la Bosnie, après le raidissement dans la position de négociations des Américains, que le prix à payer aujourd'hui est trop élevé pour un gain décidément trop aléatoire demain, alors le schéma se renverse. A quoi bon "plus d'OTAN" aujourd'hui, puisque, de toute façon, il n'y aura pas "plus d'Europe" demain.

Troisième et dernier point, ce que j'appellerais la remise en cause par la France du projet européen classique lui-même. Les Français sont forcés de se demander si l'Europe, au lieu d'être un multiplicateur d'influence, n'aboutit pas à une dissolution de la volonté. Il y a une double frustration. La première c'est celle des Européens face à ce qu'ils perçoivent comme un unilatéralisme français. Il est tentant, quand on est européen, de dénoncer cet unilatéralisme français, comme parfois Paris dénonce l'unilatéralisme américain. Mais il y a aussi le profond sentiment de frustration de la France devant les constatations d'impuissance à laquelle conduit une politique européenne bien comprise. Donc, ou l'on ne fait rien à travers l'Europe, ou l'on fait quelque chose, soi-disant au nom de l'Europe, mais en fait bien souvent au nom de la France. Et dans les deux cas on est condamné. On est condamné, soit pour son abstention coupable, soit pour son unilatéralisme égoïste. Qu'est-ce qui est pire? Je crois qu'il y a dans bien des cas, dans la condamnation de la France par certains pays beaucoup de facilité sinon beaucoup d'hypocrisie. Car en fait, dans bien des cas, il s'agit de questions sur lesquelles ils sont très heureux de ne pas avoir à intervenir.

Un autre problème est incontestablement l'apparition, entre la France et l'Allemagne, d'une tension, d'un type nouveau, comme un cycle récurrent de malentendus franco-allemands. On parle de plus en plus d'une relation qui s'aggrave, de crise etc. Et à force de crier "au loup", on oublie la réalité des choses. En fait, tout en gardant une vision relativement sereine d'une relation franco-allemande, que chacun à Paris et Bonn continue de considérer comme centrale, il y a quand même une situation nouvelle, qui tient pour partie à l'unification et au changement du poids relatif de la France et de l'Allemagne en Europe. C'est vrai qu'il y a plus d'Allemagne et un peu moins de France, mais le problème tient surtout au fait que les deux pays sont engagés aujourd'hui au niveau de leurs économies et de leurs fragilités sociales et politiques, dans ce que j'appellerai un jeu de "décadence compétitive". Au fond, si l'Allemagne aujourd'hui était plus forte, et si la France elle aussi était plus forte, la tension serait moins dangereuse. Ce qui me paraît nouveau, c'est que les deux pays, en même temps, montrent des faiblesses politiques graves. La France et l'Allemagne aujourd'hui se trouvent dans le même lit, mais avec deux cauchemars divergents: le cauchemar de la France étant le chômage et le cauchemar classique de l'Allemagne étant l'inflation. Et face à ces deux cauchemars, il y a sur le rôle de l'Etat une grande divergence. On voit le rôle de l'Etat d'une manière plus convergente à Londres et à Bonn, qu'à Londres et à Paris. Et, en fait, Tony Blair est plus proche d'un chrétien démocrate allemand qu'un socialiste français. Aujourd'hui entre une Allemagne inquiète, un Chancelier affaibli et une France qui entend créer une Europe du social et de la croissance, mais qui risque de s'isoler ainsi dans une vision anachronique pour la plupart des pays européens, il existe des risques réels de divergence.

Ces risques sont renforcés par le divorce grandissant entre la société et le projet européen. Si l'on regarde les sondages, les Français, dans leur grande majorité, sont en faveur de l'euro, mais un euro qu'ils ne voient pas nécessairement comme les Allemands. Ceux-ci, dans leur majorité, sont contre l'euro, mais le seul euro qu'ils peuvent accepter est un euro fort. Les Français dans leur grande majorité sont pour l'euro, mais pourraient se résigner à un euro faible, ce qui permettrait à des pays comme l'Italie et l'Espagne d'être présents dès le départ, et leur éviterait le tête-à-tête avec l'Allemagne et quelques autres pays européens, particulièrement privilégiés ou performants. Mais il y a plus grave: ce qu'on a vu lors des dernières élections législatives françaises, c'est qu'on ne dit plus aux citoyens ce qu'est l'Europe. A force d'avancer masqué, le projet européen est en train de payer le prix de cette approche indirecte. On voit aujourd'hui en France une majorité de Français passivement pro-européens, mais qui ne savent plus vraiment pourquoi, un peu par conformisme, un peu par paresse intellectuelle, et un minorité de Français, tant à droite qu'à gauche, qui sont devenus passionnément anti-européennes. Le nombre des premiers ne diminue pas, mais leur passivité augmente. Le nombre des autres n'augmente pas, mais leur passion anti-européenne augmente. Et, dans ce contexte, il y a un risque politique à se montrer trop pro-européen. Comme il y a un risque diplomatique à ne pas se montrer assez européen. Je crois que cette dynamique joue contre l'Europe parce que plus les gouvernements sont faibles, plus la politique intérieure prend le dessus sur la contrainte pro-européenne extérieure. "L'américanisation" de la politique, c'est-à-dire la propension à tout voir au prisme de la politique intérieure, est peut-être en train de gagner l'Europe. Et dans la mesure où la pédagogie est ainsi remplacée par la démagogie nous n'avancons pas.

Hélas, ce n'est que l'expert irresponsable et à l'extérieur du gouvernement qui peut s'exprimer ainsi. Si je devais choisir trois mots pour définir ce que doit être selon moi la politique européenne de la France, je répondrais: elle doit être souple, elle doit être modeste et elle doit surtout être patiente. Trois qualités, vous en conviendrez, naturellement associées au caractère national de mon pays!